

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Pillage

N'oublions pas que la Grèce asservie par l'Union européenne sous direction allemande est une nation soumise aux prédateurs avec l'accord des gens de Syriza, qu'on classait naguère dans la gauche radicale.

Pour rembourser une dette qu'il est impossible de rembourser, on a privatisé le port du Pirée, au bénéfice de la China Ocean Shipping Company, les dockers grecs ont perdu 30% de leur salaire et l'Etat grec a été gravement lésé. Pour faire semblant de rembourser l'irremboursable, on a privatisé quatorze aéroports grecs au profit du groupe allemand Fraport, lors d'une opération qui mêle les conflits d'intérêts et les infractions aux règles bruxelloises sur les appels d'offre – au détriment, là encore, des intérêts de l'Etat. On privatise les autres ports, on privatise l'énergie, on privatise à tour de bras et c'est partout le même pillage sous l'égide d'un fonds de privatisation qui croule sous les scandales.

Tout cela se fait au nom de l'austérité allemande, de la rigueur allemande, de la morale monétaire allemande car n'oublions jamais que c'est l'euro, monnaie allemande, qui permet la destruction de la Grèce.

Anthropologie

L'histoire selon Todd

Européisme

Le trou noir

p. 2

Histoire

Chrétiens
d'Orient

p. 10

Trou noir

L'Union européenne est un trou noir qui a absorbé la droite et la gauche, puis l'extrême droite et qui attire comme un aimant la prétendue « gauche radicale » malgré de fortes résistances, hélas encore trop dispersées.

Nous avons vu disparaître dans « l'Europe » les partis de droite puis les socialistes après l'auto-liquidation du chevènementisme. Le Front national est en train de se déclarer euro-compatible selon sa tendance de fond, libérale en économie et antisyndicale sur le front social. De jeunes et brillants intellectuels, dans lesquels nous avions placé des espoirs, se font les théoriciens et les stratèges d'un « sursaut européen ». Par exemple Hakim El Karoui. Et nous voyons Jean-Luc Mélenchon projeter, telle une étoile finissante, d'obscures clartés sous forme de plans A et B. Prenons Hakim El Karoui qui a présenté dans Le Figaro (6 novembre) son plan de construction de « l'identité européenne ». Le texte déçoit par sa banalité. Il y a la référence obligée aux « futurs Etats-Unis d'Amérique en 1776 » qui ressembleraient aux futurs Etats-Unis d'Europe – thème rebattu depuis soixante dix-ans. Il y a la référence non moins obligatoire à Jürgen Habermas, inventeur de « patriotisme constitutionnel » qui deviendrait la doctrine de l'Europe démocratique et libérale. Si tant est que le « patriotisme constitutionnel » soit le ciment de l'Allemagne, on ne voit pas par quel moyen il serait transféré à l'Union

européenne qui est certes acquise aux préceptes ultralibéraux mais qui a été conçue comme un despotisme éclairé et qui a démontré son caractère anti-démocratique en anéantissant les résultats des référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas. C'est d'ailleurs ce que reconnaît Hakim El Karoui en proposant une solution épastrouillante : il faut que l'identité européenne se constitue contre des ennemis. Pas seulement l'islamisme radical, mais aussi la Chine et les Etats-Unis.



L'idée paraît bonne sur le papier mais relève de la pure fiction. La lutte contre l'islam radical est une lutte nationale – une lutte dans le cadre des nations qui ont une expérience historique de l'islam et qui ont une réelle présence diplomatique et parfois militaire dans les pays confrontés au djihadisme. Affronter la Chine ? Cela supposerait que l'Union européenne renonce au libre-échange. Affronter les Etats-Unis ? Cela supposerait que les principaux pays européens sortent de l'Otan et mettent fin à la libre circulation des capitaux. Là encore, de tels objectifs supposent une mobilisation nationale, qui aura pour premier enjeu la mise au pas de

l'Allemagne, puissance européenne. Dans la gauche radicale, ça ne tourne pas plus rond. Le Parti communiste, ravagé par le communautarisme, croit sauver son « internationalisme prolétarien » par l'euro-péisme et commet là une ultime erreur historique. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il s'en tient à son plan A (on discute) suivit d'un plan B (on sort de l'Union) si les négociations n'aboutissent pas. Cela paraît raisonnable. C'est en fait insensé. Dans un texte soumis à la discussion de la France insoumise, deux économistes, Frédéric Farah et Jérôme Maucourant, montrent que les projets européens de Jean-Luc Mélenchon reposent sur une fiction historique : pour l'ancien candidat, l'Union européenne aurait été démocratique et sociale en ses débuts alors qu'elle s'est fondée sur des préceptes économiques libéraux. Surtout, Jean-Luc Mélenchon refuse de mettre en cause la prétendue monnaie unique et tient pour pertinente la réduction du déficit budgétaire. Quant au projet de négociation sur la base d'un plan A, elle a déjà été ruinée par l'échec des « discussions » entre les Grecs et l'Eurogroupe : Jean-Luc Mélenchon n'a pas compris que l'Allemagne et ses commis ne discutent pas sur le fond : ils imposent des règles intangibles, dans le parfait mépris des souverainetés nationales et des volontés populaires. Il faudrait, concluent Frédéric Farah et Jérôme Maucourant, que la France insoumise s'engage dans le combat pour la souveraineté nationale. Ils ont raison.

Yves LANDEVENNEC

(1) Texte disponible sur le site : <http://la-sociale.viabloga.com/news/de-la-soumission-a-l-ordre-europeen>

SOMMAIRE

P 1 Cible : Pillage- P 2 : Européisme : Trou noir - P 3 : Fiscalité : Dernières nouvelles des paradis - Écho des blogs : Principes et objectifs - P 4 : France insoumise : Le grand n'importe quoi - P 5 : Europe : Le malentendu russe - P 6 - 7 : Anthropologie : L'esquisse historique d'Emmanuel Todd - P 8 : Institutions : L'esprit de la Vème République - P 9 : Idées : Une gnose pour le troisième millénaire ? - P 10 : Chrétiens d'Orient : 2000 ans d'histoire - p 11 : Brèves : Libye, Qatar, République tchèque, Cambodge - P 12 : Éditorial : Marc Sévrien : Un mur de haine .

Dernières nouvelles des paradis

Annoncées à grands fracas, les révélations des *Paradise papers* ont pour particularité de ne rien révéler quant

Oui, c'est un énorme scandale ! La multinationale Nike, par exemple, ne paie pas d'impôts en Europe grâce à une machinerie installée aux Pays-Bas. C'est le miracle de l'optimisation fiscale qui enjolive les comptes et embellit les profits d'innombrables sociétés. Les révélations des *Paradise papers* enrichissent la liste des bénéficiaires de l'évasion fiscale mais le système est connu depuis belle lurette – *LuxLeaks*, *Panama papers*, Malta files et des dizaines d'études ou de livres ont déjà tout décrit et tout expliqué.

Après chaque campagne de révélations, diverses personnalités et organisations déclarent que ça suffit comme ça et qu'on va sévir. On établit des listes noires de paradis fiscaux et on peut même déclarer, comme Nicolas Sarkozy en 2009 que « les paradis fiscaux, c'est terminé ». Et puis la vie reprend, avec des montages de plus en plus subtils et de plus en plus opaques. Selon le Tax Justice Network, une ONG étatsunienne, la masse financière placée dans les paradis fiscaux pèserait entre 18 000 et 30 000 milliards d'euros en chiffres arrondis. La France perdrait quant à elle 20 milliards d'euros chaque année, qui permettraient de couvrir quatre fois le déficit de la Sécurité sociale.

Ce qui étonne dans les nouvelles révélations, ce ne sont pas les chiffres et les noms, mais... l'étonnement de la Commission européenne et du ministre en charge de Bercy. « C'est une attaque contre la démocratie, contre le consentement à l'impôt », s'est exclamé Bruno Le Maire qui fera « dès demain un certain nombre de propositions à Bruxelles pour accroître la transparence ». Les propositions du ministre seront certainement bien reçues puisque Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques et à la Fiscalité, a confié sur son compte Twitter sa douloureuse surprise – « Les révélations des *Paradise papers* sont vertigineuses » - et son écœurement : « Dégoût face à ces pratiques organisées, systématiques et planétaires ». Coralie Delaume a rappelé aux lecteurs du Figaro (9 décembre) que le personnage avait exprimé la même indignation en 2014 et en 2016. Qu'importe. Pierre Moscovici est en phase avec Jean-Claude Juncker, autre indigné, qui a fait de son pays le premier paradis fiscal de l'Union européenne.

Le foutage de gueule est à la mesure du montant des capitaux évadés : colossal.

Sylvie FERNOY

Justice : Principes et objectifs

Régis de Castelnaud, avocat, nous avait accordé un long entretien (*Royaliste* n° 1120) pour rappeler les grands principes qui doivent gouverner la Justice. Sur son blog, *Vu du droit* (1), il remet l'ouvrage sur le métier à la suite du verdict de la cour d'assises spéciale de Paris dans le procès d'Abdelkader Merah et de l'« énorme clameur de rage » qui a accueilli ledit verdict.

Après avoir reconnu que « l'on peut comprendre et surtout partager l'émotion, les sentiments et la passion » qui accompagnent de telles affaires, il nous rappelle à bon escient « ...que la Justice d'un pays civilisé, n'est pas là pour organiser des catharsis, « reconnaître » comme victime, permettre de faire le deuil, ou de se reconstruire. Elle n'est pas là non plus pour mener une guerre contre une religion ou une idéologie, (...) accompagner l'opinion publique dans ses emportements. La justice pénale exerce au nom de l'État la violence légitime contre les individus qui ont transgressé gravement la règle commune. Pour ce faire et afin que ses décisions soient légitimes et acceptées par le corps social, la Justice doit agir en appliquant rigoureusement des règles et des principes qui protègent à la fois les individus, en particulier les innocents, et aussi la société. ». Il déplore que ces dernières semaines « la présomption d'innocence qui est une liberté protégée et pas seulement une incantation, [ait] été simplement déchiquetée tous les jours, dans une ambiance de guerre civile irrespirable » à l'occasion d'affaires très médiatisées.

Concernant le procès d'Abdelkader Merah, il dénonce avec force « les injures, quolibets et menaces » dont le défenseur de l'accusé a été la cible car « ... au travers de sa personne a été contesté le principe même qu'Abdelkader Merah soit défendu... » et prend la défense des « magistrats [qui] ont quant à eux, été copieusement insultés, traités de lâches, de soumis, voire de complices. Alors qu'ils ont fait leur devoir, et plutôt bien ».

C'est pourquoi, après avoir démontré et salué le professionnalisme et la rigueur dont ces derniers ont su faire preuve dans ce dossier ô combien délicat, il désigne celui vers qui la colère doit être dirigée, à savoir « ... un pouvoir politique plutôt incompetent et lâche, qui a laissé se créer des situations inacceptables et dangereuses. Guidé par de petits calculs, défendant des intérêts obscurs, et sous la pression de groupuscules ineptes, il laisse s'installer les prodromes d'une guerre civile. Conscient que ses multiples démissions sont insupportables, il se défausse sur la Justice, la laissant sans état d'âme se transformer en bouc émissaire. Au prix de l'affaiblissement, voire de la destruction des règles qui protègent nos libertés à tous. »

Loïc de BENTZMANN

Le grand n'importe quoi

En prenant parti pour la cheftaine du groupuscule indigéniste, Danièle Obono, député de la France insoumise, a déclenché une violente polémique entre mélenchonien et souligné la confusion intellectuelle et stratégique qui règne dans ce non-parti.

Le problème de l'insoumission, c'est qu'on peut la vivre de mille manières différentes et que toutes ne sont pas acceptables. Certaines peuvent même faire scandale. Danièle Obono en a fourni pour la deuxième fois la démonstration. Début octobre, ce député avait provoqué un émoi aussi vif que justifié en déclarant qu'un agent de la RATP qui refuse de conduire un bus après une femme n'était pas radicalisé, terme dont elle déclarait ignorer le sens. Ses camarades de la France insoumise avaient alors pu jouer sur les ambiguïtés de la déclaration mais Danièle Obono a enfoncé le clou le 6 novembre en se déclarant solidaire de Houria Bouteldja, cheftaine du PIR.

Le PIR, c'est le Parti des Indigènes de la République, qui ne retient guère l'attention dans nos colonnes parce que, chaque fois que nous voyons son stand en marge d'une manifestation syndicale – par exemple celle du Premier Mai – nous ne comptons guère plus de trois personnes. Un éminent politologue a affirmé récemment que le PIR compte en réalité quinze militants et nous nous inclinons volontiers devant les conclusions de la science politique – qui confirme l'état groupusculaire de cette association. Nous aurions pu continuer à nous en battre l'œil si un député de la nation, membre de la commission des lois, madame Obono, n'avait pas déclaré qu'elle « considère Houria Bouteldja comme une camarade » parce que

« c'est une militante antiraciste » et parce que dans le PIR, « on se bat sur la question de l'égalité ».

Antiracisme ? Egalité ? Danièle Obono a mal lu les textes de sa camarade. Houria Bouteldja milite pour un « projet décolonial » pensé « à partir des cultures et des identités opprimées ». Le PIR défend le communautarisme si celui-ci est affirmé par une « communauté racialement opprimée », dénonce le mariage des membres de ces communautés avec les Blancs et milite contre le « philosémitisme d'Etat » en faisant de tout juif un ennemi. Et quand on demande à madame Obono de se dire si la phrase d'Houria Bouteldja affirmant que « les juifs sont les boucliers, les tirailleurs de la politique impérialiste française et de sa politique islamophobe » est raciste ou antiraciste, madame Obono répond qu'elle ne sait pas.

Ce député de la France insoumise ne sait pas repérer un énoncé raciste et antisémite alors que le chef de la France insoumise sait très bien, quant à lui, de quoi il retourne. Interpellé par la Licra au sujet des déclarations de Danièle Obono, Jean-Luc Mélenchon a immédiatement répondu qu'il est « en totale opposition politique avec le PIR depuis son origine » en raison du caractère raciste et antisémite des thèses défendues par cette organisation. Cette déclaration est parfaitement rigoureuse mais elle est en contradiction avec les prises de position de Danièle Obono qui n'est pas simple député mais porte-parole de la France insoumise et qui se présente sur son blog comme une « militante des mouvements altermondialiste, anti-guerre, antiraciste et afroféministe ». Comment cette porte-parole peut-elle défendre le programme quasi-gaullien de Jean-Luc Mélenchon dans le domaine de la Défense nationale ? Mystère.

Ce qui n'est pas mystérieux, en revanche, c'est la fracture interne

que les déclarations de Danièle Obono sont venues souligner. Sur les réseaux sociaux, les militants de la France insoumise se sont mutuellement accusés des pires déviations et Jean-Luc Mélenchon a paru débordé et accablé. Depuis des mois, nous voyons se préciser deux lignes, l'une qui est fidèle aux positions de l'extrême gauche et qui récuse tout ce qui est national, l'autre qui défend le principe de l'indépendance nationale et qui milite pour la sortie de l'Union européenne et de l'Otan. Ces deux lignes sont incompatibles. Encore plus incompatibles que les lignes de Florian Philippot et de Marion Maréchal-Le Pen avant la dernière présidentielle.

Jean-Luc Mélenchon ne veut pas que la France insoumise devienne un parti – il parle étrangement d'une formation « à l'état gazeux » – mais il est confronté à un problème classique de tout chef de parti qui se trouve devant deux lignes contraires et qui doit trancher entre les deux. Or le chef de la France insoumise, comme tout chef de parti, cherche à éviter la décision pénible qui consiste à contraindre les Insoumis trop insoumis ou à les exclure. S'il continue à passer l'éponge, la fracture ouverte va s'aggraver d'autant plus que la France est toujours confrontée à la menace djihadiste. Nous risquons d'assister au naufrage de la France insoumise dans les mares stagnantes du déni, du non-dit, de l'évitement, du compromis foireux. Après une campagne présidentielle bien menée, Jean-Luc Mélenchon pouvait ouvrir une voie nouvelle sur un terrain politique libéré de l'emprise du Parti socialiste, effondré, et du Front national sérieusement ébranlé. La politique antisociale du gouvernement lui offrait la possibilité d'incarner la résistance à l'oligarchie.

Cette résistance est en train de faiblir et cessera complètement si la France insoumise est identifiée aux rejets d'une extrême gauche depuis longtemps hors de l'histoire.

B. LA RICHARDAIS

Le malentendu russe

Le prochain mandat du président Poutine sera-t-il celui du rapprochement avec l'Europe de l'Ouest ? Il faudrait d'abord que l'Europe en finisse avec ses propres malentendus sur la Russie.

Le malentendu russe consiste dans la croyance naïve des Européens dans une vision dite eurasiennne qui aurait été conçue dans les cercles de pensée moscovites sinon au Kremlin même. Oui, la Russie s'étend de l'Extrême-Orient à la Baltique et de l'Arctique au Caucase. Certes les disputes historiques sur les causes de la Révolution de 1917 ces jours-ci continuent d'opposer slavophiles et occidentalistes. Or la perspective que l'on peut prendre sur l'ère Poutine depuis dix-huit ans est celle d'un dépassement de ces déterminants géographiques et historiques. Poutine est un homme de son temps et un remarquable opportuniste (au bon sens du terme).

Dans les pays de l'Union européenne, les débats opposent en pure perte ceux qui applaudissent à une posture eurasiennne et croient devoir aller faire allégeance au Kremlin à la veille des élections chez eux et ceux qui au contraire rejettent et même sanctionnent la Russie au motif qu'elle aurait épousé les réflexes anciens de l'Union soviétique, privilégiant la guerre froide dans un contexte ami-ennemi est-ouest. Moscou est accusé de vouloir disloquer l'Union en favorisant les extrêmes, en encourageant les séparatismes, en soutenant les uns contre les autres les ex-pays de l'Est qui en sont membres et en spéculant contre l'Euro. Ceux qui, de leur côté, se réclament de ces « diableries » accreditent l'idée du « complot » russe.

La posture eurasiennne a ainsi une apparence qui est fautive. Elle a par contre une réalité qui est (non

pas, autre mythologie, l'alliance avec la Chine) mais le djihadisme en Asie centrale et au Nord-Caucase. On le savait depuis l'attentat de Boston commis par deux Tchétchènes, et depuis celui de New-York, par un Ouzbek. Sur cette priorité, tous les Européens ont à se rassembler pour la comprendre et la soutenir, notamment là où elle s'exprime aujourd'hui le plus fort, en Syrie (1).

L'Eurasie n'a pas d'autre réalité. Les Russes sont des européens. Et les Européens n'ont pas de visée ou de projet eurasiennne. Donc la seule réalité russe, le seul choix russe, c'est l'Europe ! Mais pas n'importe quelle Europe. Pas l'Europe de « la maison commune », le concept passe-partout imaginé par Gorbatchev et avalisé par Mitterrand, le « vieux rêve » auquel se réfère encore un rédacteur d'« Hérodote » dans sa dernière livraison double consacrée à la « géopolitique de la Russie » (1) !

Il est sidérant de penser que bon nombre d'intellectuels européens n'ont pas encore intégré à quel point la seule mention du nom de Gorbatchev donne du poil à gratter à tous les anciens habitants des territoires de l'ex-URSS ! Tout ce qui lui ressemble est frappé d'indignité. On peut rétrospectivement le regretter pour cette fameuse « maison commune » qui avait un temps enchanté tout le monde, au sens propre d'« enchantement », c'est-à-dire d'une sorte d'état de grâce sous le coup d'une baguette magique. A oublier, à éviter, à rayer pour de bon.

La difficulté du pouvoir russe est de se rapprocher de l'Union européenne sans refaire du Gorbatchev ni de l'Eltine. Dans le cas d'Eltine, c'est un peu différent puisqu'il s'agissait de revenir sur de purs et simples abandons de souveraineté, dans le cadre de la politique d'extension des zones couvertes

par l'OTAN, ou de la politique des privatisations. S'il y a encore des progrès à faire de ce côté surtout à l'Otan (2), l'obstacle figuré par Gorbatchev en revanche est plus rude car il est d'ordre conceptuel, pour ne pas dire idéologique. Contrairement au « socialisme à la chinoise » de Xi, la Russie de Poutine ne peut se réclamer d'aucun support idéologique (3). Elle ne dispose que d'éléments épars parmi lesquels la référence chrétienne n'est pas négligeable, pas plus que l'empire du gaz. Ils ne forment pas un ensemble cohérent. C'est ce que révèle la non-célébration du centenaire de la révolution de 1917. La liberté de la génération née sous Poutine (les moins de dix-huit ans) sera peut-être plus créative.

En ce sens, l'on peut en effet considérer que le mandat que Poutine entamera en mars 2018 jusque théoriquement en 2024 sera un épisode crucial. Il ne peut réitérer le coup du « retour » de la Crimée qui a propulsé sa popularité mais est resté sans lendemain. Pour que son personnage entre dans l'Histoire, il peut considérer qu'il en a fait assez. Il lui faut cependant encore faire deux choses : préparer sa succession mais surtout amorcer un grand dessein non pour la Russie seule mais pour l'ensemble de l'Europe. Sa succession en dépend, notre avenir aussi.

Yves LA MARCK

(1) *Hérodote, 3e et 4e trimestres 2017, « Géopolitique de la Russie », Xavier Le Torrivél, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un nouveau monde.*

(2) *Louis Pétiinaud, « Du lac russe au « lac Otan » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée »*

(3) *Marlène Laruelle, « L'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes »*

Sur Internet

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

L'esquisse historique d'Emmanuel Todd

Le dernier essai de l'anthropologue et historien Emmanuel Todd, que la NAR a reçu au mois d'octobre, est un aboutissement. Celui de toute une vie de recherches. *Où en sommes-nous ?* éclaire brillamment les fondements sociologiques de la dynamique contemporaine des sociétés humaines.

Que doit-on encore à notre modèle familial, à l'heure de la mondialisation et de ce qui paraît être l'alignement individualiste des sociétés occidentales ? Emmanuel Todd poursuit dans la voie qui est la sienne (*La Troisième Planète, L'Enfance du Monde...*) en associant structures familiales et comportements politico-économiques. Il formule le souhait de mieux comprendre, par cette démarche, les enjeux du monde actuel marqué par l'épanouissement du libre-échange mondialisé et les effets néfastes qu'il engendre sur les nations, dans l'apathie générale. L'essayiste part aussi du constat que le phénomène de globalisation économique, accompagné par le libre-échange et la financiarisation se diffuse depuis la victoire de 1945 et s'est imposé en seulement un demi-siècle. Ce phénomène a pris racine dans la sphère d'influence anglo-américaine, favorisé par la nucléarité absolue des familles, un modèle qui rompt avec les liens de parenté au-delà du couple conjugal et ses enfants et qui exclut en général l'entraide entre frères et sœurs. L'Angleterre a été à partir des années 1830 « le lieu de naissance du capitalisme individualiste » alors même qu'elle avait permis l'émergence, deux siècles et

demi plus tôt sous la monarchie des Tudors, d'un système de sécurité sociale protégeant de la misère les plus humbles et les vieillards. Au siècle dernier, la globalisation a été pilotée par les États-Unis et s'est à l'évidence accélérée avec l'effondrement de l'Union soviétique. Quand bien même l'on devrait à la France le concept d'homme universel, « c'est le monde anglo-américain, moins bon théoricien de l'égalité des hommes, qui a "globalisé" la planète et lui a donné sa langue ». Au rebours d'une idée reçue, la globalisation économique n'entraîne pas la convergence des sociétés mais leur mise en concurrence : la tentation du repli sur soi est perceptible en cette deuxième décennie du XXI^e siècle. La précarisation économique des individus provoquerait même, comme le montre l'exemple américain développé dans l'essai, la dénucléarisation et le retour à l'entraide familiale, notamment au sein de la communauté noire.

Plus de cinq mille ans de civilisation balayés à travers l'ouvrage justifient que l'auteur qualifie son travail d'« esquisse de l'histoire humaine ». Au fil de la présentation, la proximité de systèmes représentés aux extrémités de la chronologie surprend. Elle rassure et éclaire sur notre destinée. La lecture croisée des recherches anthropologiques menées sur les clans familiaux depuis l'émergence d'homo sapiens fait apparaître l'archaïsme de nos propres mœurs. Ainsi, l'émancipation des femmes encouragée par les sociétés occidentales n'est qu'un retour aux origines, l'annulation d'une construction culturelle complexe qui avait menée au patriarcat. Cette émancipation n'est « que la radicalisation d'un état primitif

à l'humanité » écrit Todd en référence à la norme originelle, celle de la famille nucléaire, monogame mais flexible. « Homo sapiens n'était guère hostile à l'avortement. On pourrait en dire autant de la lutte pour les droits des homosexuels puisque les communautés primitives résiduelles étudiées par les anthropologues n'apparaissent que très rarement homophobes. » Le couple stable favorable à l'éducation des enfants semble d'ailleurs le propre de l'homme, puisque le chimpanzé dont il s'est différencié ne le connaît pas. Quant au principe de primogéniture, caractéristique centrale de la famille-souche, il résulte dans le cas de l'Europe d'une mutation des structures familiales à la fin de l'époque carolingienne. Du judéo-christianisme, le monde occidental dans son ensemble avait hérité deux piliers structurants, formés par une sédimentation d'héritages : la valorisation de l'ascétisme sexuel et l'amour pour les pauvres. L'une et l'autre, constate Todd, sont aujourd'hui perçues comme déviances car « la liberté sexuelle et la bourse règnent ». Les Américains « sont en avance parce que peu sophistiqués », peut donc en conclure l'auteur, précisant que les sociétés nucléarisées « vivant en tensions et complémentarité entre hommes et femmes » produisent l'innovation, au contraire des espaces marqués par une patrilinéarité certes sophistiquée mais, in fine, sclérosante (Moyen-Orient, Inde, Chine...).

Bien plus loin dans son essai, Emmanuel Todd établit un autre parallèle entre nos comportements et ceux de nos plus lointains ancêtres, en particulier les Sumériens. Dans la droite ligne du philippin Raul Manglapus (*Will of People. Original Democracy in Non-Western Societies*, 1987) il clame que la « démocratie est toujours primitive ». Le onzième chapitre ainsi intitulé est consacré aux deux coups de tonnerre de l'année 2016, le référendum du Brexit et l'élection à la présidence américaine de Donald Trump. La dimension « xénophobe » des

choix exprimés n'est peut-être pas le signe d'une dégradation du système démocratique mais plutôt d'un regain. L'auteur s'en explique : dans ses manifestations archaïques, à Athènes comme dans la jeune Amérique que décrivait Tocqueville, la démocratie a été, au commencement, exclusive. Historiquement antérieure aux constructions politiques autoritaires, elle s'érige sur le rejet d'un Autre pour évoluer ensuite vers des formes inclusives, universalistes. Ce constat rejoint la déduction faite ailleurs par Todd à propos de la récurrence de la guerre chez l'homme, de ce besoin d'affrontement pour garantir l'unité des communautés. « La cohésion du groupe dépend de l'hostilité d'autres groupes. [...] Toute chute de la violence externe menace donc à terme la moralité et la cohésion interne du groupe. La paix est un problème social. » Mais la récente volonté exprimée par les électeurs populaires britannique et américain de reprendre en main leur destin par le rejet net des solutions soutenues par les élites mondialisées (maintien dans l'Union européenne ; candidature d'Hillary Clinton) ne condamne pas au pessimisme. Il ne saurait exclure une transformation du renouveau démocratique occidental vers l'universalisme. La France, qui au printemps 2017 a opéré un choix à contre-courant en consacrant le candidat de la mondialisation et des inégalités, résiste à ce qui est une dynamique populiste, également perceptible en Europe centrale.

L'épaisseur d'*Où en sommes-nous ?* rend vaine toute ambition de résumé exhaustif. Encore est-il indispensable de souligner les apports particuliers à la réflexion politique des chapitres consacrés respectivement à la construction européenne et à l'enseignement supérieur. Avec la question européenne, Emmanuel Todd en revient à l'explication par les systèmes familiaux. La réussite allemande tiendrait essentiellement à l'héritage culturel laissé par la famille-souche et l'inégalité qu'elle sous-tend entre les enfants, les hommes et par extension les peuples. La superposition de la



carte des structures familiales et de la carte de la zone euro montre une surreprésentation des modèles de famille souche ou du fameux « catholicisme zombie » (environ 46 %, contre 27 % pour la famille nucléaire) dont les valeurs d'autorité et de respect de la hiérarchie sont proches. Pour Todd, les régions de tradition souche (Allemagne, Autriche, République tchèque, Sud de la France et Nord de l'Espagne, Irlande...) imposent leur vision de l'économie et de la démocratie au reste de l'Europe, dont la France plutôt de tradition nucléaire égalitaire dans sa moitié nord.

Enfin, le chapitre relatif à l'éducation porte la démonstration convaincante d'une fracture observable des deux côtés de l'Atlantique entre les citoyens passés par les rangs de l'Université et ceux dont le niveau d'études reste plus bas. Emmanuel Todd observe que la démocratie s'est répandue parallèlement au phénomène d'alphabétisation – favorisé par la famille souche et lui-même générateur d'une véritable révolution démographique – puis à celui de l'instruction de masse. Après l'enseignement primaire et le secondaire, la deuxième moitié du XXe siècle a été le temps de l'entrée dans le supérieur d'une fraction toujours plus grande de la population. Pourtant, le niveau moyen d'instruction connaît aujourd'hui une stagnation dans tous les pays développés. Le maintien hors de la sphère universitaire d'une majorité de citoyens est conforme aux principes méritocratiques mais engendre ce que Todd nomme « un subconscient

social inégalitaire ». Pour lui, nous vivons aujourd'hui la très exacte réalisation des prédictions qui nourrissaient le roman d'anticipation *The Rise of Meritocracy* (1958) de l'écrivain Michael Young. Le tri scolaire provoque une stratification dont les milieux populaires finissent par prendre conscience. Pour les États-Unis, l'événement déterminant a été la guerre du Vietnam à laquelle ont pu échapper les plus éduqués ; pour la France, le fossé éducatif s'est révélé en 1992, au cours de la campagne sur la ratification du Traité de Maastricht. Les études supérieures ont perdu leur fonction émancipatrice pour ne devenir qu'une échelle vers le haut de la pyramide sociale, à minima une protection contre le déclassement. Outre son esprit conformiste, l'Université façonne « un monde d'en haut » en définitive « idiot et peu moral » puisqu'il en vient à se penser moralement supérieur aux classes moins éduquées. Iconoclaste jusqu'au bout, Emmanuel Todd justifie la meilleure prise en considération du souhait populaire en Grande-Bretagne (enclenchement de la procédure de sortie de l'Union européenne malgré l'opposition des élites) par l'existence d'une société aristocratique qui ne reconnaît pas la méritocratie comme unique juge de la valeur des hommes.

Pierre NAULENT

Emmanuel Todd, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Seuil, sept. 2017. Prix éditeur : 25 EUR.

L'esprit de la Vème République

Un essai de Philippe Raynaud montre comment les évolutions libérales et européennes de la Vème République éloignent à plus d'un titre nos institutions du projet original de son fondateur.

Nées dans les convulsions de la guerre d'Algérie, nos institutions auront bientôt soixante ans. Si leur remise en cause reste marginale, il est difficile de savoir si elles font l'objet d'un véritable consensus chez les Français, même s'ils restent fondamentalement attachés au principe de l'élection du Président au suffrage universel direct. Professeur de science politique et philosophe, Philippe Raynaud analyse la Vème République au regard de « la dimension proprement politique, en s'intéressant aux conditions de la compétition entre les partis et à la manière dont le pouvoir se conquiert et s'exerce » pour conclure que l'élection du Président de la République au suffrage universel a « débouché sur un système très différent de celui que le Général de Gaulle avait lui-même cherché à établir ».

Consacré par référendum, quatre ans après l'instauration du nouveau régime, ce mode d'élection du chef de l'Etat est pourtant conforme dans son principe à la philosophie du Général de Gaulle qui plaçait la grandeur de la France au-dessus de toute autre considération, convaincu que seule l'instauration d'un exécutif fort et indépendant permettrait de renouer le fil d'une tradition interrompue en 1789. Cette philosophie rompt avec la manière de penser des grands républicains, conscients du besoin d'adapter les institutions au mouvement général de croissance du pouvoir exécutif, mais pour qui le pouvoir législatif reste « le lieu officiel de la légitimité démocratique ». Pour de Gaulle, la croissance du pouvoir exécutif ne s'explique pas seulement par les impératifs de l'âge industriel mais aussi par la place donnée à la guerre, ce qui nécessite de restaurer l'Etat pour préserver la Nation et son indépendance, sans toutefois

verser dans le militarisme ou le totalitarisme. Cette volonté de renforcer un « pouvoir d'Etat » - la formule est de Georges Burdeau - sans écraser la société mais en l'aidant à se développer, aboutit à un régime « dualiste » dont « le trait fondamental est la double nature du Président, à la fois chef de l'Etat qui incarne la Nation et chef d'un pouvoir exécutif fort qui domine le Premier ministre dès lors qu'il a l'appui d'une majorité parlementaire ». De 1958 à 1962, période qualifiée par Pierre Avril de « Principat », la Vème République est marquée par le signe du charisme, conformément au modèle défini par Max Weber dont Philippe Raynaud montre la proximité et les divergences de pensée avec le Général.

Avec l'élection du Président au suffrage universel, de Gaulle espérait doter ses successeurs « d'une légitimité transpartisane pour pérenniser le régime consulaire et plébiscitaire ». Mais il va en sortir une logique de type parlementaire « fondée sur des alliances partisans qui finiront par peser sur l'exercice du pouvoir présidentiel et presque se retourner contre lui. » La perte de sa légitimité charismatique contraint le Président à s'appuyer sur une majorité parlementaire. L'élection du Président au suffrage universel reconstruit le système politique autour de l'élection présidentielle et d'élections législatives au scrutin majoritaire à deux tours « qui créa un système spontanément « bipolaire », dans lequel les partis étaient poussés à s'allier autour d'un clivage central qui ne pouvait alors être autre chose que l'opposition entre « gauche » et « droite », empêchant toute réforme de structures.

Philippe Raynaud décrit comment, de Pompidou à Hollande, les présidents ont dû composer avec les forces politiques nées de cette « bipolarisation », tout en montrant de quelle manière ils ont su assurer la prééminence de la fonction présidentielle, notamment au moyen des pouvoirs propres en matière de politique étrangère, malgré des majorités parlementaires parfois incertaines, voire contraires comme lors des cohabitations.

Cependant, et ce n'est pas l'un des moindres intérêts de son livre, Ph. Raynaud montre comment le « fait majoritaire » a abouti après le tournant de 1983 à un « grand réaligement » qui a créé un consensus sur une politique libérale et pro-européenne fort éloignée des conceptions du Général de Gaulle. Ce consensus a aussi été la source d'un sentiment d'exclusion d'une partie des électeurs qui ne se reconnaissent pas dans les politiques peu ou prou identiques mises en œuvre par les présidents et majorités successives. Pour pallier cette « exclusion », Philippe Raynaud propose, de manière lapidaire et peu convaincante, l'instauration du scrutin proportionnel, convaincu que la logique présidentielle constituerait une protection suffisante contre un retour aux errements de la IVème République.

Publié avant les présidentielles, son livre n'anticipe pas l'élection d'Emmanuel Macron. Le nouveau président, qui se dit attaché aux institutions de la Vème République, bénéficie à plein des pouvoirs que lui donne la Constitution avec une majorité absolue en partie transpartisane et assurément « à sa botte ». Son charisme et sa volonté de réforme ne doivent cependant pas faire illusion. Comme l'a fait remarquer Jean-Pierre Chevènement lors d'un débat à Blois le 8 octobre dernier, la Vème République a changé de nature en devenant un outil de mise en conformité des politiques avec le dessein européen, un dessein qu'Emmanuel Macron assume pleinement. Au terme d'un livre passionnant, on regrettera que Ph. Raynaud, pourtant auteur d'une notice sur la monarchie du *Dictionnaire de philosophie politique* (PUF, 1996), n'ait pas mentionné comme voie nécessaire d'un retour à l'esprit de la Vème République, l'instauration d'une monarchie dans le cadre des institutions actuelles, qui constitue le projet de la NAR.

Laurent LAGADEC

Philippe Raynaud, *L'esprit de la Vème République, L'histoire, le régime, le système*, Perrin, 2016

Une gnose pour le troisième millénaire ?

Yuval Noah Harari est un universitaire israélien, professeur d'histoire, qui s'est acquis une célébrité mondiale par un best-seller intitulé *Sapiens* : une brève histoire de l'humanité(1), traduit en une quarantaine de langues. Son succès s'explique à la fois, sans doute, par son ambition encyclopédique et par sa tentative d'éclairer les enjeux actuels. Relier l'âge de pierre à l'ère de la Silicon Valley, c'était embrasser d'un seul regard le destin de l'humanité, non seulement pour y trouver une cohérence mais aussi un débouché. Débouché, qu'il lui faudra expliciter dans un autre ouvrage *Homo deus*, qui est maintenant disponible en français. Je n'ai pas lu *Sapiens*, peut-être le devrais-je, eu égard à l'importance que prend ce genre de problématisation dans le débat contemporain. M. Harari n'a-t-il pas été reçu récemment par le président Macron lors d'un passage à Paris, et le succès de ses deux livres indique assez qu'il a réussi à toucher l'opinion sur des points très sensibles, qu'il n'est d'ailleurs pas possible de mépriser. C'est vrai que « les nouvelles technologies démiurgiques » affecteront de plus en plus nos modes de vie et de pensée. L'univers qui est le nôtre s'énonce en termes d'algorithmes, d'intelligence artificielle, de big data, et il se projette dans une sorte d'eschatologie transhumaniste qu'il serait irresponsable d'éluder.

On me dit que *Sapiens* n'est pas exempt d'erreurs significatives. Ce n'est pas étonnant dans le cadre d'un travail démesuré, mais c'est aussi le risque d'un parti pris idéologique, inhérent à un tel projet. Celui-ci est patent dans le second livre, où l'on retrouve l'équivalent de la loi des trois états d'Auguste Comte, même si la transposition qu'opère Harari modifie sensiblement les perspectives positivistes. Encore que... Comte n'aurait sans doute pas été surpris des développements sociaux qu'implique l'expansion dominatrice de l'intelligence artificielle. Son propre système avait déjà des conséquences sérieuses pour un gouvernement des hommes plutôt totalitaire. Et que dire de ce retournement ultime où « la vision datacentrique se substitue à la vision homocentrique ? » Harari ne cache pas qu'à l'horizon se profile le moment où « les hommes risquent d'être réduits du rôle d'ingénieur à celui de simples puces, puis de data, pour finalement se dissoudre dans le torrent de données comme une motte de terre dans une rivière ».

Ainsi l'orgueil prométhéen de l'*homo sapiens*, que le premier livre mettait en évidence, se trouve-t-il non seulement blessé mais complètement anéanti dans le second, qui se termine sur un triple constat : « 1. La science converge sur un dogme universel, suivant lequel les organismes sont des algorithmes et la vie se réduit en traitement de données. 2. L'intelligence se découple de la conscience. 3. Des algorithmes non conscients, mais fort intelligents, pourraient bientôt nous connaître mieux que nous-mêmes. » J'en demande bien pardon aux amis lecteurs qui ne sont pas initiés à une telle terminologie, mais je les comprends d'autant mieux qu'il m'a fallu quelques efforts pour pénétrer ce jargon auquel, au demeurant, nous sommes condamnés à nous accoutumer. Le sens général des trois propositions me paraît, toutefois, assez clair, et même évident. Harari n'a nulle peine à nous convaincre que nous sommes dépassés par notre propre découverte, à l'image de

l'apprenti sorcier de Goethe. La parabole étant, pour le coup, submergée par un défi qui dépasse l'imagination. Harari, d'ailleurs, ne cache rien de l'enjeu, et finalement semble lui-même effrayé des conséquences d'une situation où la conscience humaine pourrait être écrasée, avec la liberté dans son sillage. Cependant, ses présupposés philosophiques le mettent en infériorité face à la menace qu'il redoute, dès lors que c'est l'essence même de l'homme qui s'est évanouie au cours de la route qu'il a lui-même tracée. Comment s'opposer à ce qu'Heidegger appelle « l'arraisonement de la technique », lorsque vous participez vous-même d'une conceptions scientiste de l'homme, de sa constitution intime, de sa psychologie ?



Tout se ramène pour l'auteur d'*Homo deus* à ce que dit la science. La formule, déjà prête à caution, il n'y a pas une science, mais une multitude de disciplines scientifiques qui ne parlent pas le même langage. Par ailleurs, le champ des sciences n'épuise pas le champ de la connaissance. Et il y a quelque naïveté à soumettre à l'investigation du savant des domaines où ses instruments ne sont pas opérationnels. Exemple assez flagrant : « Les chercheurs ont soumis *Homo sapiens* à des dizaines de milliers d'expériences plus bizarres les unes que les autres, scruté dans les recoins de notre cœur et de notre cerveau. Jusqu'ici, ils n'ont pas découvert d'étincelle magique. Il n'existe aucune preuve scientifique, que, à la différence des cochons, *Sapiens* ait une âme. » Voilà une affirmation qui ferait bien rire Aristote dans sa barbe. Et j'en demande bien pardon à l'intéressé, le philosophe grec a, aujourd'hui encore, bien plus à nous apprendre sur la nature de la psyché que le plus pointu des biologistes modernes, ce qui ne l'empêcherait pas de vivement s'intéresser à leur discipline.

Dans le système d'Harari, une telle objection n'est pas recevable, tant il est vrai qu'elle détruit sa prétention à rendre obsolète l'héritage intellectuel des âges passés. Cette obsolescence l'amène à des conceptions qu'on a le droit de trouver, paradoxalement, arriérées. Dès lors que Yuval Harari entend définir ce qu'est le bonheur humain, tel que le nouvel âge scientifique est censé nous le procurer, on ne peut se défendre d'un sentiment d'effroi : « Jusqu'ici, pourtant, tout le monde s'entendait encore sur un point : pour améliorer l'éducation, il nous faut changer les écoles. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, certaines personnes au moins pensent qu'il serait plus efficace de modifier la biochimie des élèves. » Dès lors, on n'est pas étonné de l'étrange définition du bonheur qui résulte d'une telle « anthropologie » : « La combinaison d'un bon dosage d'excitation et de tranquillité » qui, elle aussi, doit résulter, sans doute, d'un bon dosage biochimique... Je doute qu'avec de telles armes, le défi data-centrique puisse être surmonté. Et je crains sérieusement, pour mes enfants et petits-enfants, l'avenir de bonheur que cette gnose scientiste nous réserve.

Gérard LECLERC

Yuval Noah Harari, *Homo deus, une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel ;

Yuval Noah Harari, *Sapiens : une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel.

2000 ans d'Histoire

L' Institut du Monde Arabe nous invite à découvrir le monde des Chrétiens du Proche-Orient, de la Syrie à l'Égypte, des origines du christianisme à nos jours, à travers une exposition fort didactique organisée de façon chronologique, une exposition aux supports variés et dont certaines pièces datent du III^e siècle.

Le christianisme est né en Orient, en Palestine et il a essaimé dans toutes les directions y compris dans le monde arabe actuel et très vite jusqu'en Inde voire en Chine. L'exposition nous fait découvrir comment progressivement le christianisme sort des catacombes jusqu'à devenir la religion officielle de l'Empire romain. Une architecture, une iconographie, une liturgie, une théologie fort riche se développent alors, marquées par les déchirements qui marquent ses chrétiens d'Orient au V^e siècle, le «schisme nestorien» de l'Eglise d'Orient, le «schisme monophysite» des Eglises coptes, jacobite, arménienne et éthiopienne. L'invasion arabe, sa rapidité sont en partie le fruit des divisions internes religieuses et nationales qui divisent l'Empire byzantin, comme de son épuisement face aux luttes contre l'Empire sassanide. L'arrivée des Arabes ne marque pas le repli du christianisme qui dans certaines régions, reste majoritaire jusqu'aux Croisades. Avec la conquête arabe, les chrétiens comme les juifs ou les sabéens deviennent des gens du Livre ou des Dhimmis et, à ce titre, bien que «protégés», ils ont un statut juridique discriminatoire. Cela n'empêche pas des échanges artistiques, intellectuels et une cohabitation plus ou moins harmonieuse, selon les lieux et les périodes ce dont l'exposition rend compte. On sait la place que les chrétiens dit nestoriens ont pris dans l'empire abbasside au IX^e siècle par exemple. Les Croisades sont une période d'échanges multiples

et d'affrontements avec les Croisés, puis les musulmans et de reflux.

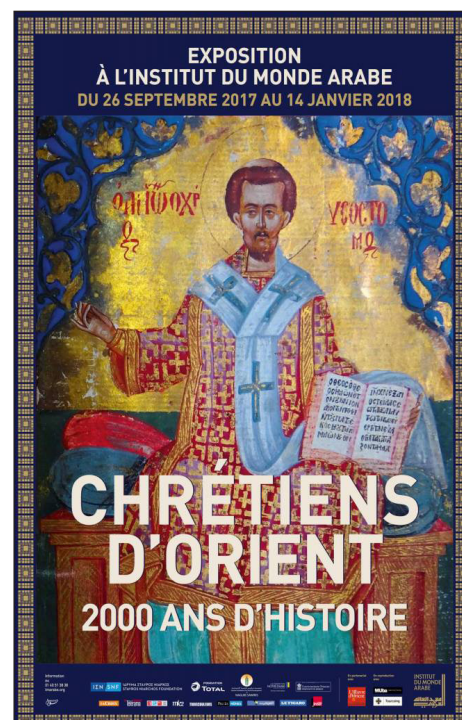
A partir du XVI^e siècle, la France et l'Europe prennent langue avec l'Empire ottoman. L'exposition nous présente des lettres de Soliman à François 1^{er}, à l'admirable calligraphie. Si le commerce va bénéficier de ce rapprochement, l'Eglise catholique va aussi y trouver son compte. Si la création de différentes Eglises rattachées à Rome correspond bien sûr, à une politique délibérée du Pontife romain, elle résulte aussi du désir de certains prélats orientaux de se rapprocher de Rome pour obtenir un appui face au pouvoir ottoman et de se rattacher à «l'Eglise universelle». Sans oublier les querelles de personnes ou les ambitions personnelles. Même si le christianisme continue à refluer, il reste brillant sur le plan artistique comme en témoigne l'école d'iconographie d'Alep au XVIII^e siècle, école que l'exposition nous permet de découvrir. Les marchands syriens sont souvent chrétiens et sont au cœur des échanges avec l'Europe. De son côté, l'Eglise catholique développe une action éditoriale importante dès le XVII^e siècle en matière de dictionnaires, de livres liturgiques, d'ouvrages de théologie. Elle témoigne à la fois d'une dimension humaniste et d'un désir de renforcer son emprise intellectuelle sur les Eglises « uniates » d'Orient. Elle s'efforce aussi de contrer la prédication protestante avec laquelle elle est en concurrence prédication qui prendra un essor particulier dans le monde arabe aux XVIII^e et XIX^e siècles.

La partie consacrée à la période contemporaine (XIX^e XXI^e siècles) offre une place importante aux génocides et massacres dont sont victimes les chrétiens et pas seulement eux, depuis les tueries de 1860 dans l'actuel Liban jusqu'aux victimes les plus récentes, sans oublier le terrible génocide de

1915 et ses suites. Des photographies nous montrent les assassinats et ceux qui en réchappent, Assyro-chaldéens, Arméniens, Grecs. Des pans entiers du christianisme oriental disparaissent. Aujourd'hui encore, l'avenir paraît bien incertain pour les chrétiens d'Irak ou de Syrie. Mais il ne faut pas oublier l'engagement des chrétiens dans la Renaissance arabe au XIX^e siècle, dans les disputes idéologiques et les organisations «progressistes» au XX^e siècle, dans la modernisation des différentes Eglises et leur vivacité comme en témoigne le renouveau de l'Eglise copte particulièrement à partir du pontificat de Cyrille VI, renouveau qui s'illustre à travers le réveil de la vie monastique ou de l'art de l'icône. Si les temps présents ont toutes les raisons de nous inquiéter, les chrétiens du monde arabe n'ont pas encore tiré leur révérence. Les artistes en portent témoignage, photographes, cinéastes, peintres qui montrent à la fois la dureté des temps et l'attachement des chrétiens à leurs terres d'origine.

Marc SEVRIEN

Chrétiens d'Orient, 2000 ans d'histoire, à l'IMA de Paris jusqu'au 14 janvier 2018 et au MUBa Eugène Leroy, à Tourcoing, du 23 février au 12 juin 2018.



Libye, le 25 octobre : Un congrès monarchiste a réuni plus de 700 personnes dans la ville de Gharian. Les participants ont réclamé le retour de la monarchie dans le pays, « seule solution politique viable » et appelé l'héritier du trône, le prince Mohammed El Senoussi, à monter sur le trône. Absent du congrès, le descendant du roi Idriss Ier a déclaré dans un communiqué « qu'il était prêt à servir son pays si celui-ci le demandait ».

Qatar, le 31 octobre : Au cours de l'émission 60 Minutes, le Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a accusé ses voisins, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte de tenter de renverser son régime après avoir mis en place un blocus économique contre son royaume. Depuis juin, ces 4 pays accusent Doha de financer des groupes musulmans radicaux et d'être trop proche de l'Iran.

République Tchèque, le 28 octobre : Une centaine de monarchistes, membres du mouvement de la Couronne Tchèque, ont manifesté à Prague afin de réclamer le retour de la monarchie. Présente au sein d'une coalition hétéroclite, la Couronne Tchèque n'a pu faire élire de députés lors de la dernière élection législative.

Cambodge, le 1er novembre : Une dissolution officielle du principal parti d'opposition CNRP profiterait au parti royaliste Funcinpec selon le prince Ranariddh, frère du roi. Ce dernier a signé un amendement constitutionnel qui permet de redistribuer les sièges d'un parti en cas de dissolution. Le parti royaliste devrait faire son retour au parlement avec 41 sièges. Hémicycle qu'il a quitté en 2013.

Frédéric de NATAL



BERTRAND RENOUVIN

LA NATION ET L'UNIVERSEL

40 ANS DE DÉBATS
DANS ROYALISTE



PUBLIÉ À L'OCCASION DES QUARANTE ANS DE LA
NOUVELLE ACTION ROYALISTE

IFCCE
COLLECTION CITÉ

Publié à l'occasion de nos quarante ans l'ouvrage *La nation et l'universel* est disponible sur notre site internet :

www.nouvelle-action-royaliste.fr

Ou en nous le commandant directement à notre adresse postale, au prix unitaire de 20 € (frais de port compris)

Permanences parisiennes

Chaque premier samedi du mois, de 15h00 à 18h00, nous recevons nos lecteurs et adhérents dans nos locaux - au 38 rue Sibuet (12^{ème} arr.)

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 22 novembre:
Bertrand Renouvin :
Pouvoir et autorités traditionnelles au Niger.

Mercredi 29 novembre:
Stéphanie Gibaud : Les lanceurs d'alerte.

Mercredi 6 décembre :
Gaël Brustier : Le désordre idéologique.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

Bloc C - B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet

75012 Paris

Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Com. paritaire

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Un mur de haine

On peut se demander si les dernières semaines n'ont pas marqué une nouvelle étape dans l'américanisation de notre société.

Le déferlement de révélations qui ont suivi ce qu'il est commun d'appeler l'affaire Harvey Weinstein, ont certes montré à quel point le harcèlement sexuel et moral touchait l'ensemble des secteurs de notre société, aussi bien les femmes que les hommes d'ailleurs. Elles ont aussi montré une fois de plus la puissance et la nocivité parfois des réseaux sociaux. L'hashtag *Balancetonporc*, inventé par des féministes lesbiennes extrémistes américaines, a connu une nouvelle vie en France et en Europe, même si dans notre pays les accusations ont le plus souvent évité les accusations *ad hominem*.

On a le sentiment qu'une certaine culture soixante-huitarde est en train de disparaître pour de bon. La marchandisation des corps qui en a été l'héritière aussi bien à travers l'industrie pornographique que publicitaire, la seconde s'inspirant parfois de la première (le porno chic), est inséparable d'une culture néolibérale, désormais ouvertement remise en cause. Les ravages de l'industrie du porno sur des esprits jeunes et immatures véhiculée sur internet ont aussi été dénoncés depuis longtemps notamment en milieu scolaire. L'appel au respect de la dignité de chacun de la part des pouvoirs publics ou d'associations féministes, le rappel de la loi devant d'éventuelles condamnations sont donc une bonne chose.

Attention cependant aux dérives possibles : condamnation unilatérale et globale de la gent masculine, appels à la vengeance qui sont le contraire de la justice, remise en cause des principes de notre système judiciaire comme la prescription ou la présomption d'innocence. On ne peut pas sous prétexte d'une affaire, aussi douloureuse soit-elle, remettre en cause des principes essentiels de notre droit. Lorsqu'on appelle à venir sanctionner les regards insistants, au-delà de la difficulté à les définir et à déterminer les modalités de la preuve, on fait de l'espace public non plus un espace commun, non plus un

lieu de socialisation, mais un espace de haine et de peur. Ce n'est pas en élargissant les trottoirs ou en édifiant des murs qu'on résoudra les problèmes. Rien ne remplacera jamais le travail éducatif, à la maison, comme à l'école. C'est en appliquant la loi que l'on recréera de la sécurité là où éventuellement elle aurait disparu.

Ce n'est pas non plus en stigmatisant les musulmans ou les immigrés que l'on fera avancer les choses. Lors de l'affaire du quartier Chapelle-Pajol où des femmes se faisaient harceler sur des trottoirs, on a parfois mis en avant les origines ethniques, religieuses ou culturelles comme facteurs explicatifs. Ce n'est pas être naïf que de dire que tous les musulmans et que tous les immigrés ne sont pas des harceleurs et que tous les harceleurs ne sont pas des musulmans ou des immigrés. Il ne faut pas tomber dans le piège de ceux qui, identitaires ou indigénistes, veulent essentialiser des populations et les monter les unes contre les autres. Le refus du communautarisme doit être absolu. La fracturation de la société par race, sexe ou religion est mortifère. C'est le meilleur moyen de jeter dans les bras d'islamistes de tous poils ou dans le désespoir, ou dans la délinquance, des jeunes et des moins jeunes qui peuvent éventuellement souffrir de ségrégation tant sociale que spatiale. C'est la porte ouverte aux réflexes de peur et au rejet de l'autre.

A l'inverse, tel ou tel groupe présenté comme collectivement opprimé n'est pas non plus le sel de la terre et ne constitue pas l'avant-garde de la lutte contre les oppressions. A ce titre une partie de l'extrême-gauche et ses épigones journalistiques et universitaires se trompent de combat et sont les « alliés objectifs » de l'extrême droite pour reprendre une terminologie qu'ils affectionnent. Enfin, pactiser localement avec tel ou tel groupe plus ou moins salafiste n'est pas non plus porteur de paix sociale.

C'est en combattant les politiques néolibérales et en réaffirmant les principes fondamentaux de la nation que l'on recréera de l'intégration et du lien social. Cela demandera du temps, cela demande des moyens, cela demandera des pouvoirs publics qui ne soient pas obnubilés par les médias. Difficile ? Sans doute, mais est-ce une raison pour renoncer ?

Marc SEVRIEN